

*Initiatives ministérielles*

vie dans ces foyers. Ils savent que leur travail à eux, soit celui d'infirmier ou d'infirmière est beaucoup plus exigeant. En fait, ils ne peuvent accomplir leur travail sans l'assistance des aides-infirmiers.

Le diététiciens comprennent qu'il leur est impossible de faire leur travail sans l'aide des aides-diététiciens assistants qui sont aussi en grève. Les infirmiers ou infirmières savent que s'il n'y a pas de draps propres pour les lits, leurs patients ne seront pas à l'aise et se sentiront mal.

Ils sont venus hier parce qu'ils ont vu ces travailleurs faire du piquetage pendant deux semaines par temps glacial. Ils les connaissent bien. Ils savent à quel point leurs familles souffrent de l'absence d'un revenu adéquat. Leur but était de manifester leur désapprobation du projet de loi et leur appui à la reprise des négociations par le gouvernement qui n'a pas négocié depuis dimanche après-midi et l'a fait sans succès pendant plus de deux ans. Ils veulent que la grève se règle pour que la vie reprenne son cours normal dans les établissements.

Ils m'ont parlé de ce que coûte le fonctionnement des hôpitaux sans ces travailleurs. Pour garder les hôpitaux ouverts sans les travailleurs des services hospitaliers, le gouvernement gaspille plus d'argent des contribuables que ne lui coûterait le règlement de la grève.

Le ministre de la Justice a dit: «Si mon amie d'Ottawa accepte que les anciens combattants soient dérangés ainsi, j'espère que des députés auront assez de coeur pour penser au bien-être d'autrui.» J'invite le gouvernement à penser aux autres. J'invite le ministre de la Justice à ne pas me faire de leçon sur la charité envers autrui. Il a dit: «Je vois quelques députés de circonscriptions dont certains habitants risquent leur vie en mer. Je ne sais pas ce que ces députés vont dire à leurs électeurs si des accidents se produisent.» Il sait parfaitement bien que les équipages de navires en grève, que représentent mes collègues qu'il visait, ont fait plus que leur devoir. Ils ont oublié avec quelle cruauté et avec quelle arrogance le gouvernement les a traités en ne concluant pas d'entente. Ils ont oublié tout cela et fait passer en premier le bien de leurs concitoyens. Ils sont restés en disponibilité 24 heures sur 24, quittant leur maison pour être prêts en quelques minutes à partir en mer, quel que soit le temps, pour répondre à des appels d'urgence.

• (1550)

Certains travaillent à plein temps pendant cette grève parce qu'ils le jugent nécessaire pour assurer la sécurité des gens en mer. Savez-vous ce qu'ils font? Ils remettent le salaire qu'ils touchent à l'Alliance de la fonction publique. Ils acceptent de toucher une indemnité de grève tout comme leurs collègues qui sont en grève parce qu'ils ne veulent pas que le travail qu'ils font pour protéger la population les place dans une situation financière meilleure que celle des grévistes qui se battent pour faire respecter leurs droits.

Ce genre d'abnégation se manifeste aussi d'autres façons dans cette grève et montre que les travailleurs comprennent mieux les besoins de leurs collègues que le gouvernement. Les travailleurs de la côte ouest ont déclaré qu'ils étaient prêts à accepter, dans les négociations de ce contrat, une augmentation de salaire inférieure à celle qui est accordée au reste de la fonction publique si leurs collègues de la côte est, qui courent les mêmes risques et assument les mêmes responsabilités, obtiennent le même salaire.

Ils savent que c'est injuste d'attribuer une plus grande valeur à la vie de certaines personnes. Ils savent que c'est injuste de dire que des responsabilités et des risques identiques valent moins cher à Halifax qu'à Vancouver. Ils savent que les matelots de deuxième classe dans le secteur privé gagnent au-delà de 40 p. 100 de plus qu'eux ou que leurs collègues. Ils veulent que ces disparités soient corrigées.

Si le ministre de la Justice veut parler des députés dont certains électeurs travaillent en mer et leur dire qu'ils devraient peut-être se pencher sur la question, il devrait savoir qu'il ne fait aucun doute qu'ils ont retourné la question bien des fois. C'est le gouvernement qui devrait y penser.

Puis, le ministre de la Justice a choisi de parler de Kingston et de faire remarquer aux députés de l'opposition que cette ville était située le long de la voie maritime. Nous savons cela. Nous avons dans nos rangs le député de Kingston et les Îles, ce que le gouvernement n'a plus.

Il a déclaré qu'un gros bateau passait parfois à la hauteur de Kingston, comme si les députés d'Ottawa ne le savaient pas. Nous le savons parce qu'il nous arrive de discuter avec nos collègues de ce côté-ci de la Chambre.